

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 17 mars 2015

N° 410

PRIX : 0,60 Euro



BOKO HARAM, UNE ORGANISATION BARBARE

ENNEMIE DES TRAVAILLEURS

ET DES CLASSES PAUVRES

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Boko Haram, une organisation barbare, ennemie des travailleurs et des classes pauvres

Pages 3

Mali : L'attentat de Bamako et ses conséquences sur la population

Page 4

Sénégal : Un gouvernement sourd devant la colère des enseignants et élèves

Page 7

Côte d'Ivoire : « L'opium du peuple » a de plus en plus de succès

Page 9

Tchad : Les motos-taxis ne se laissent pas faire

Page 11

Madagascar: Les travailleurs et les classes pauvres face au durcissement du régime

Page 12

France : Valls, champion... de la montée du Front national

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet:
www.uatci.org

BOKO HARAM, UNE ORGANISATION BARBARE, ENNEMIE DES TRAVAILLEURS ET DES CLASSES PAUVRES

Depuis l'engagement des troupes tchadiennes au Mali aux côtés de celles de l'impérialisme français, les populations tchadiennes craignent pour leur peau ; elles craignent des représailles de part des extrémistes religieux d'autant plus que les autorités de Ndjaména se targuent d'avoir tué en février 2014 deux chefs djihadistes du Mujao. Puis avec la récente intervention des troupes tchadiennes au nord du Cameroun et du Nigéria, la crainte des Tchadiens a redoublé. Les habitants, surtout ceux de Ndjaména, craignent que, pour se venger, des éléments de Boko Haram qui sèment déjà la terreur et la mort dans ces pays voisins, ne fassent éclater leurs bombes aux marchés ou dans d'autres lieux publics comme les bars, les hôpitaux ou les écoles.

Et ce qu'ils redoutaient est arrivé : le 13 février dernier, des assassins de Boko Haram venus du Nigéria en pirogues, ont brûlé tôt le matin Ngaboua, un village du Tchad ; il y a eu deux morts, ils ont abattu des troupeaux. Depuis cette attaque, la peur s'est emparée de Ndjaména. Les habitants pensent que leur prochaine cible sera la capitale.

Boko Haram est un mouvement salafiste djihadiste créé en 2002 à Maïduguri dans le nord du Nigéria par Mohamed Yusuf qui prône un islam radical. Son objectif est d'appliquer la Charia dans tout le Nigeria. En juillet 2009 Boko Haram a lancé une première série d'attaques simultanées dans quatre villes : Bauchi, Borno, Yobe et Kano, attaques repoussées dans le sang par l'armée nigériane.

L'aggravation de la crise du capitalisme et l'affaiblissement de l'Etat libyen suite à l'assassinat par l'impérialisme du dictateur Khadafi, laissent le champ libre aux organisations extrémistes religieuses comme Boko Haram qui ont essaimé. Celles-ci utilisent des méthodes barbares contre les populations. Rappelons qu'en mai 2014 près de 300 lycéennes de Chibok étaient enlevées de leur lycée; certaines étaient violées, d'autres mariées de force aux membres de l'organisation. Leur chef lui-même avait affirmé dans un message enregistré qu'il allait épouser plusieurs filles. Jusqu'à présent le gouvernement nigérian n'a pu retrouver la trace de ces lycéennes pour les libérer.

Tout récemment Boko Haram a brûlé des églises et des mosquées au nord du Nigéria et tué des habitants, chrétiens, animistes ou musulmans, sans distinction. Ils ont également brûlé des écoles et même des hôpitaux. Ce sont des barbares d'un autre âge ; ils sont contre tout progrès et veulent maintenir les populations dans l'ignorance. Pour eux, une fille qui va à l'école par exemple, c'est contraire à leurs principes rétrogrades.

Au nord-Mali, en 2012 et 2013 dans des villes tombées sous leur contrôle comme Gao ou Tombouctou, des djihadistes fanatiques du Mujao

et d'Ansar Dine ont appliqué la Charia : ils interdisaient de regarder la télévision, d'écouter la radio; ils coupaient la main aux voleurs, battaient des femmes qui sortaient dans la rue non voilées, etc.

C'e sont des fanatiques qu'il faut com-

battre ; si un jour ils arrivaient à prendre le pouvoir dans un pays, ce sera un recul de plusieurs décennies. Les travailleurs et les paysans pauvres, qu'ils soient musulmans, catholiques ou animistes, ne doivent jamais leur faire confiance.

MALI

L'ATTENTAT DE BAMAKO ET SES CONSEQUENCES SUR LA POPULATION

Dans la nuit du 6 au 7 mars dernier, un bar-restaurant situé dans le quartier de l'Hippodrome à Bamako, a été la cible d'un attentat commis par un commando. Il y a eu cinq morts : trois Maliens, un Français et un Belge. Il semblerait que ce crime horrible a été l'œuvre d'un groupe islamiste proche d'AQMI (Al-Qaïda Maghreb islamique). Quelques jours après, le gouvernement malien a fait savoir qu'un des assaillants "au teint clair" a été abattu par des soldats maliens.



A gauche, le restaurant « La Terrasse » qui a été la cible de l'attentat

C'est la première fois qu'un tel attentat a lieu en plein cœur de Bamako et l'inquiétude est grande au sein de la population qui craint que cela se reproduise à tout moment. Lorsque la guerre a éclaté du côté de Kidal, tout au nord du pays, à plus de 1500 kilomètres de Bamako, beaucoup de gens de la capitale pensaient que ce conflit ainsi que les souffrances qu'il engendre ne les toucheraient pas. Aujourd'hui certains commencent à réaliser que même à Bamako on ne peut être tranquille. Et ce ne sont pas les fanfaronnades du président malien IBK qui mettront fin à leur inquiétude.

Les soldats de l'armée malienne ainsi que les forces de l'ordre qui étaient déjà

omniprésentes dans les rues et les quartiers de Bamako sont de plus en plus nombreux. Ce sera un prétexte de plus pour ces hommes en uniformes de s'adonner à leur passe temps favori: fouiller et racketter les petites gens.

Une des conséquences de cet attentat pourrait aussi être l'aggravation des tensions interethniques à Bamako et dans les autres villes du Sud. On se rappelle que lorsque Gao, Tombouctou et d'autres localités situées au Nord du Mali étaient tombées entre les mains des mouvements nationalistes touareg alliés aux groupes armés islamistes, de nombreuses familles maliennes originaires des ethnies du nord mais vivant au sud, ont dû quitter d'urgence leur domicile et leurs activités pour aller se réfugier en Mauritanie, au Burkina ou au Niger car elles craignaient de faire les frais de la guerre au Nord alors qu'elles n'en étaient pas responsables. Il en était de même pour les familles originaires du sud mais vivant au Nord.

Les dirigeants de l'Etat malien, épaulés par les organisations politiques et les associations de tous genres, y compris par les dirigeants de l'UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali, principale centrale syndicale), profitent de cette situation pour propager un discours nationaliste du genre : "*Le Mali est un et indivisible !*". Ils espèrent par cette manœuvre faire croire aux travailleurs et à la population pauvre que s'ils souffrent, c'est à cause des autres.

La vérité c'est que le gouvernement d'IBK est un gouvernement de voleurs. Ce sont ces gens-là qui pillent les caisses de l'Etat. Rien que l'achat de l'avion présidentiel spécial pour IBK a coûté entre 17 et 20 milliards de francs Cfa, alors que la Présidence avait déjà un avion

mais qui ne plaisait pas au nouveau maître du palais de Koulouba parce que son prédécesseur y avait déjà posé ses fesses. De nombreuses malversations financières ont été révélées par la presse, notamment sur un contrat bidon d'achat de matériel militaire de plus de 150 millions d'euros (108 milliards de francs CFA).

C'est en pillant les caisses de l'Etat que ces dirigeants-là, tout comme leurs prédécesseurs, font fortune et mènent un train de vie de nabab. Et si IBK bénéficie du soutien militaire des dirigeants de l'Etat français, c'est parce qu'il est un de leurs valets dans cette région de l'Afrique.

SÉNÉGAL

UN GOUVERNEMENT SOURD DEVANT LA COLÈRE DES ENSEIGNANTS ET ÉLÈVES

A Dakar ainsi que dans de nombreuses villes du pays, les enseignants de l'école publique ont entamé une grève pour faire entendre leurs revendications. Cela fait plusieurs années qu'ils demandent une revalorisation de leurs salaires, l'amélioration de leurs conditions de travail et de logement, le paiement régulier de leurs indemnités de corrections des copies d'examens, etc. Mais à chaque fois, leurs ministres de tutelles, sous la présidence d' Abdoulaye Wade comme sous celle de Macky Sall, se sont contentés de faire de vagues promesses. Tables rondes après tables rondes, les promesses de régularisations ainsi que les "protocoles d'accords" signés entre les syndicats d'enseignants et les autorités ministérielles sont restées sans lendemain.

pays.

Face à la mobilisation des enseignants, le ministre de l'Education nationale n'a même pas daigné recevoir les représentants des grévistes. Il a misé sur le pourrissement du mouvement de grève en essayant d'opposer les enseignants aux élèves et aux parents d'élèves. Mais cette manœuvre n'a pas marché. Il est vrai qu'à l'approche de la période des examens, les parents et les élèves sont inquiets car ils risquent de payer les frais d'une année perdue. Mais contrairement à ce que le gouvernement escomptait, ceux-ci se sont solidarisés avec les enseignants grévistes. Ils ont compris qu'en ne respectant pas les revendications des enseignants, le gouvernement bafoue les espoirs des parents et l'avenir des élèves. De nombreux étudiants et élèves ont manifesté dans les rues pour crier leur colère contre le gouvernement.



Manifestation d'enseignants en grève

Non seulement les salaires n'ont pas bougé mais en plus, un grand nombre d'enseignants ne les touche pas régulièrement. Certain ont un arriéré de deux mois. Comment dans ces conditions-là peut-on payer les loyers, l'eau, l'électricité, le transport et assurer le quotidien de sa famille ? C'est l'accumulation de tout cela qui a fait que la grève a été largement suivie dans l'ensemble des écoles publiques du

A partir du 11 mars, c'est l'ensemble des écoles, lycées, collèges et universités qui a été paralysé par la grève générale. Le gouvernement finira-t-il par céder à quelques-unes des revendications des enseignants? Cela dépendra du rapport de forces. Mais ce que le pouvoir craint le plus, c'est que ce mouvement de grève trouve un écho favorable auprès des travailleurs du secteur public et du privé car tous vivent les mêmes difficultés liées aux bas salaires, aux mauvaises conditions de travail et de logement auxquelles s'ajoutent les coupures fréquentes d'eau et d'électricité qui empoisonnent la vie quotidienne dans les quartiers populaires depuis plusieurs années. Mais à force de mépriser les aspirations du monde du travail à une vie décente, le gouvernement finira peut-être par récolter la tempête qu'il mérite.

SÉNÉGAL

DERRIÈRE LES PROPOS ABJECTS D'ABDOULAYE WADE ...

Lors d'une conférence de presse tenue le 24 février dernier à Dakar, l'ancien président sénégalais Abdoulaye Wade, venu soutenir son fils Karim accusé et mis en prison par les tenants du pouvoir actuel pour enrichissement illicite, a tenu des propos abjects à l'encontre de son successeur Macky Sall. Il a déclaré que celui-ci est "un descendant d'esclave [...] ses parents étaient anthropophages [...] Je le dis et je l'assume parce qu'on ne peut pas toujours cacher les vérités. [...] Jamais je n'accepterai que Macky Sall soit au-dessus de moi. Jamais mon fils Karim n'acceptera que Macky Sall soit au-dessus de lui. On serait dans d'autres situations, je l'aurai vendu en tant qu'esclave ...".

Ces propos ont indigné, à juste titre, de nombreux travailleurs ici dans l'émigration mais aussi de nombreuses personnes au Sénégal, y compris au sein du PDS (le parti politique fondé par Wade). Certains ont tenté de "pardoner" Wade en disant qu'il s'est laissé emporter par sa volonté de défendre son fils et que ses paroles ont dépassé sa pensée. Mais la réalité, c'est que ces paroles sorties de la bouche de l'ancien président, illustrent le fond de sa pensée et par la même occasion une mentalité et une pratique sociale liées au système de castes, héritage des temps anciens et qui survit encore aujourd'hui dans la société sénégalaise moderne. Dans la société traditionnelle, les gens de la "*caste noble*" (caste dont se revendique Wade) ne pouvaient toujours pas supporter qu'une personne de "*caste inférieure*" puisse être "*au-dessus*" d'eux. Dans les familles traditionnelles, il est de coutume de se marier à l'intérieur d'une caste.

Grace à l'urbanisation de plus en plus forte du pays, ces vieilles coutumes ont reculé au fil des ans. Les populations se sont mélangées par la force des choses entre les ethnies et les castes dans les quartiers populaires des grandes agglomérations urbaines, mais elles sont loin d'avoir complètement disparu même si dans

l'élite politique du pays il est de bon ton de déclamer que le Sénégal est entré dans la "modernité" et dans la "démocratie" bien avant son indépendance.

Même si officiellement, bien des pratiques anciennes sont interdites par la loi, personne n'ignore qu'elles persistent dans la réalité, y compris dans la capitale et à plus forte raison dans les coins les plus reculés du pays. Il en est ainsi de l'esclavage ou des pratiques assimilées à celui-ci. C'est ainsi par exemple, que les grands marabouts continuent en toute impunité d'exploiter les "talibés" dans leurs plantations d'arachide. Le travail gratuit de ces derniers leur permet d'amasser des fortunes immenses. Ils sont devenus des milliardaires en boubou et chapeau traditionnel musulman; et leur influence dans la société ne fait que grandir. Les dirigeants politiques du Sénégal ont tendance à pointer du doigt l'esclavage persistant en Mauritanie voisine mais ils ferment les yeux et sont complètement impuissants devant les pratiques esclavagistes des grandes confréries religieuses de leur propre pays.

Il en est de même des pratiques du mariage forcé et de l'excision des filles. Elles sont interdites par la loi mais elles continuent de faire des ravages dans la société sénégalaise.

Alors, les propos abjects de Wade à l'encontre de son compagnon de route devenu son rival, ne font que mettre en lumière ce que les élites dirigeantes sénégalaises veulent masquer par leurs discours pompeux et trompeurs sur la "modernité" de leur pays.

Au Sénégal comme ailleurs, on ne pourra mettre fin à ces pratiques et préjugés avilissants que lorsque les travailleurs et l'ensemble des exploités détruiront les fondements de cette société de classes et d'oppression.

SÉNÉGAL

MACKY SALL SE SERT DU PROCÈS DE KARIM WADE POUR FAIRE DIVERSION

Le procès de Karim Wade et des neuf autres coaccusés touche peut-être à sa fin. Le représentant de l'Etat a requis une peine de sept ans de prison et 380 millions d'euros d'amende à l'encontre du fils de l'ancien Président Wade.

A supposer que cette peine soit réellement appliquée, les travailleurs n'auront pas à pleurer le sort de ce voleur qui a amassé une fortune colossale en puisant dans les caisses de l'Etat et en se servant de sa position de fils de Président propulsé au poste de "ministre du ciel et de la terre" (comme l'ont appelé ses détracteurs).

Macky Sall s'est servi de ce procès pour se donner une image de Président anti-corruption mais personne n'a oublié que lui-même a mangé

durant plusieurs années dans la même mangeoire que Wade père et fils. Personne n'a oublié que lui-même fut ministre puis Premier ministre de Wade et s'est enrichi aux frais de l'Etat.

Ce procès lui a aussi servi à détourner durant une certaine période la colère des travailleurs et de la population pauvre en général contre l'incapacité de son pouvoir à répondre à leurs aspirations à des meilleures conditions d'existence.

En tout cas, les enseignants actuellement en grève sont en train de montrer au gouvernement qu'ils ne marchent pas dans ce piège.

CÔTE D'IVOIRE

LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ DE L'ÉMERGENCE DE 2020

En cette période de précampagne électorale, le gouvernement ne rate pas une occasion pour s'auto-glorifier par rapport aux grands travaux déjà réalisés, ceux qui sont en cours de réalisation, ainsi que les projets à venir. Ce sont des ponts, des routes, des centrales thermiques et hydrauliques, des barrages, des nouvelles zones industrielles, ou encore l'extension du port d'Abidjan, etc. La bourgeoisie attendait ces investissements depuis des années. Elle est bien servie, sans qu'elle ait à déboursé un seul sou !

Du côté des travailleurs et des populations pauvres, ils ne peuvent pas en dire autant. C'est même le contraire. Ainsi, par exemple, ceux d'entre eux qui se débrouillaient en créant une petite activité sur les trottoirs, faute de mieux, en ont été chassés, leur échoppe détruite. Pourtant, c'est cette activité qui leur permettait de ne pas tomber encore un peu plus dans la misère. Comme si ça ne satisfaisait pas encore les riches, le pouvoir a ensuite carrément chassé les habitants des quartiers pauvres, les uns après les autres. Ces quartiers ont été détruits à

leur tour à coups de bulldozers. Aucune commune n'a été épargnée : Port-Bouët, Yopougon, Abobo, Williamsville, Attecoubé et tout dernièrement, Cocody, avec la destruction de Gobelet, qui comptait, dit-on, à lui tout seul, près de 70 mille habitants. Les victimes de ces destructions massives ne savent plus où aller vivre dans ces ruines. Heureusement que beaucoup d'entre eux ont trouvé la solidarité d'autres pauvres comme eux qui les ont recueillis en se serrant un peu plus. D'autres sont allés s'installer dans des bidonvilles encore plus loin, aggravant du même coup leur situation déjà difficile. Les riches sont avides de terrains constructibles. Le gouvernement œuvre pour eux.

Toujours non satisfait, le gouvernement veut maintenant ponctionner la somme de 1000 Fr par mois à chaque habitant âgé de plus de 5 ans, y compris sur les populations pauvres, pour soi-disant financer l'AMU (l'Assurance Maladie Universelle). Comme si les riches ne pouvaient pas sortir de leurs comptes en banque biens garnis l'argent nécessaire pour financer ce projet!

Personne n'ignore que les hôpitaux publics, là où ils en existent, sont des mouvoirs pour pauvres.

Le personnel y est en sous-effectif et mal payé. Alors au lieu de vouloir faire payer les pauvres, le gouvernement ferait mieux de régler d'abord ces problèmes-là.

Mais ce n'est même pas sa préoccupation ! Depuis début mars, par exemple, les femmes de salle, les brancardiers, les ambulanciers et autres personnels administratifs des hôpitaux sont en grève pour revendiquer de meilleurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. La seule réponse du gouvernement a été de leur distribuer des coups de matraques et les enfumer de bombes lacrymogènes.

C'est le même langage que le gouvernement tient contre les enseignants qui

sont aussi en grève. Ils ne font, pourtant, que réclamer l'application d'une révision indiciaire qui leur est due, ainsi que le paiement d'arriérés que le gouvernement leur doit.

Pour le gouvernement, il n'y a pas d'argent pour ceux qui travaillent à des choses utiles. Par contre, il y en a pour les riches et les forces armées. Ces dernières sont d'autant plus choyées qu'elles sont en réalité payées pour mater toute éventuelle révolte des travailleurs et des populations pauvres.

On voit à quel point leur prétendue «*émergence 2020* », sera uniquement au profit des riches et se fera sur la peau des travailleurs et des populations pauvres si ceux-ci se laissent faire.

CÔTE D'IVOIRE

"L'OPIUM DU PEUPLE" A DE PLUS EN PLUS DE SUCCÈS !

On constate aujourd'hui une forte montée des idées religieuses dans la population. Radio, télévision et panneaux publicitaires, tous les canaux de communication sont utilisés pour véhiculer à longueur de journée ces idées rétrogrades. Les prêtres, les pasteurs et les imams se disputent ces moyens pour faire passer leurs idées d'un autre âge. Dans les quartiers populaires, églises et mosquées poussent comme des champignons. Les dimanches, les églises sont bondées de monde s'abreuvant des prêches de pasteurs, prêtres et autres "prophètes". Même dans les écoles et universités publiques, des salles de classes sont transformées en lieu de culte aux heures de pause et font le plein.

Mais pourquoi cette montée continue de la religion ? Parce que la situation des populations et des travailleurs ne fait que se dégrader d'année en année. Le taux de chômage ne fait qu'augmenter. La grande pauvreté gagne du terrain. Le coût de la vie ne permet plus aux travailleurs de vivre décemment. Face à cette situation, les populations pauvres et les

travailleurs ne sachant plus à quel saint se vouer se réfugient dans toutes sortes de croyances. Même ceux qui ont un boulot sont obsédés par la peur d'être la proie d'un quelconque sorcier comme leur font croire leurs guides religieux. Et dans certains cas, ils sont gagnés par la propagande ambiante.

Aujourd'hui, si ces idées continuent de prospérer, c'est parce que pasteurs, prêtres et imams tirent profit du désespoir des travailleurs et des populations. En effet, ces vendeurs d'illusions font croire aux populations en détresse qu'ils ont une solution à leur souffrance. C'est comme une sorte de drogue qu'on donne aux pauvres. Comme toute drogue, elle ne résout rien. La bourgeoisie finance et favorise ces drogues parce qu'elle préfère avoir affaire à des gens drogués qu'à des travailleurs conscients qui savent que leur souffrance viennent de l'exploitation qu'ils subissent. C'est pourquoi K. Marx disait que « la religion c'est l'opium du peuple ».

=====

CÔTE D'IVOIRE

**LES HOPITAUX PUBLICS
DES MOUROIRES POUR PAUVRES !**

Un accident de circulation grave a eu lieu sur la côte le dimanche 08 mars à quelques kilomètres de Dabou. Il s'agit d'un car de transport de 70 places qui venait de Grand Lahou qui a fait plusieurs tonneaux. La presse avait parlé de 7 morts. Mais selon les derniers chiffres de la compagnie de transport, il y a 21 morts et de nombreux blessés graves.

Les blessés ont été évacués dans un premier temps à l'hôpital protestant de Dabou où ils n'ont reçu aucun soin. De là, ils ont été évacués aux urgences du CHU de Yopougon. Il y faisait déjà nuit. La souffrance se lisait sur le visage des blessés mais aussi de leurs parents impuissants devant une situation aussi révoltante.

Une fois arrivés au CHU de Yopougon, tous ces blessés ont été déversés à même le sol, comme des sacs de cacao. C'était dans le sang et la crasse, les uns posés sur les autres. Tellement l'endroit était déjà chargé, il est vite devenu exigü. A leur arrivée, il n'y avait aucun médecin aux urgences. Il y avait tout juste quelques filles de salle. Quand les quelques rares médecins sont arrivés, c'était déjà la nuit. D'ailleurs, jusqu'au lendemain à 18 heures, aucun blessé ne pouvait prétendre avoir reçu le moindre soin. Ils se sont vus tout juste délivrer quelques ordonnances payantes et des radiographies pour ceux qu'ils estimaient en avoir besoin, y compris, par exemple, des blessés qui avaient des fractures ouvertes et qui faisaient peine à voir.

Pourtant, depuis la mort d'Awa Fadiga, cette mannequin qui était morte pour ne pas avoir reçu de soins, exactement comme ceux-là, dont la presse avait fait écho, le gouvernement avait fait tout un tapage et désigné quelques boucs émissaires. Depuis lors, le gouvernement a fait croire que les services d'urgences ont été rénovés et que les blessés recevraient les premiers soins gratuitement. Tout cela s'avère faux et de pure propagande.

D'ailleurs, le gouvernement a entre-temps privatisé la gestion de la PSP (Pharmacie

de la Santé Publique). Les conséquences, c'est que le médecin urgentiste délivre au blessé une ordonnance à la pharmacie des Urgences. Cette dernière est censée fournir le matériel et les médicaments gratuitement. Sauf que la réalité est bien différente. En effet, cette pharmacie d'urgence ne délivre même pas, ne serait-ce qu'un simple sparadrap, sous prétexte que tous les stocks sont épuisés. Rien qu'à cause d'un tel manquement, le propriétaire de cette pharmacie mériterait d'aller en prison.

La petite employée de la pharmacie vous dit alors d'aller à l'autre aile de l'hôpital où la même pharmacie a un second local réservé aux autres malades de l'hôpital. Ici, tout est payant. N'ayant pas le choix, vous payez. Aucun reçu ni facture ne vous sera délivré. Même votre ordonnance vous sera confisquée. Il n'est pas compliqué de comprendre que le gérant de cette pharmacie fera ensuite passer toutes ces ordonnances à la pharmacie d'urgence et se fera ainsi doublement payer : une fois par le patient et une seconde fois par l'Etat.

C'est exactement le même mécanisme pour les blessés à qui les médecins ont prescrit un scanner à faire. Sous prétexte que celui de l'hôpital est en panne, on demande alors au blessé de se rendre à l'autre bout de Yopougon, où il paiera chaque scanner autour de 50 mille à 60 mille francs. Ici aussi, on ne lui délivrera pas de facture. On peut alors aisément imaginer que par le même mécanisme, cette structure privée refacturera sa prestation ensuite à l'Etat. Dans cette société capitaliste, même les blessés sont sources de profit pour la bourgeoisie.

Si c'était un riche qui était accidenté, est-ce qu'il serait jeté ainsi dans un mouiroir comme le sont ces urgences du CHU de Yopougon ? Bien sûr que non. Il serait évacué à la PISAM ou dans une structure hospitalière équivalente où il aurait le maximum de chances de s'en sortir.

Le gouvernement pourrait en faire de même pour tous les accidentés, y compris les pauvres. Il suffirait d'obliger l'assurance du véhicule en cause de prendre à sa charge tous les frais occasionnés par l'accident. Pourquoi ce véhicule est-il assuré sinon justement pour ce genre de cas ? Le gouvernement le sait parfaitement. Mais les hauts dirigeants de ce pays sont copains avec les assureurs qui sont souvent des succursales de multinationales où eux-mêmes ou les membres de leurs familles siègent souvent dans les conseils d'administration. Que leur importe que des pauvres en meurent ou en souffrent du moment

qu'eux se remplissent les poches ?

D'ailleurs, s'il y avait une justice dans cette société qui est faite pour les riches, le patron de cette compagnie de transport devrait payer pour avoir obligé le chauffeur de ce car à travailler le seul jour (un dimanche) où il était de repos, alors que celui-ci lui avait bien dit qu'il n'était pas en mesure de conduire ce car pour n'avoir pas dormi la veille.

Cet exemple montre à quel point dans cette société capitaliste, les pauvres subissent l'injustice de tous les côtés.

TCHAD

LES MOTOS-TAXIS NE SE LAISSENT PAS FAIRE

Du jour au lendemain, le gouvernement tchadien a décidé, unilatéralement, de rendre le port du casque obligatoire pour les taxis-motos dans tout le pays, en particulier à Moundou, Sarh et Ndjaména.

Les motos-taxis sont pour la plupart des jeunes qui se débrouillent avec leur moto pour transporter une voire deux personnes. Ainsi ces jeunes parviennent à payer leurs études, les frais de scolarité qui augmentent d'année en année, et aussi pour se nourrir tant bien que mal. Cette activité constitue leur seul gagne-pain. Les obliger à acheter un casque constitue des frais supplémentaires difficilement supportables à cause de leurs moyens financiers très limités.

Alors l'annonce de cette décision ils ont manifesté leur mécontentement. A Ndjaména, ils sillonnaient les rues, arrachant les casques des motos-taxis qui circulaient ou brûlant des cars dont la plupart appartenaient à la famille présidentielle.

Comme d'habitude, au lieu de satisfaire les revendications des manifestants, Idriss Deby a plutôt envoyé des éléments de sa garde présidentielle pour réprimer. Il y a eu un mort selon le gouvernement mais radio-trottoir parle de plusieurs personnes tuées.

Le port du casque, bien sûr, permet de protéger les conducteurs de motos-taxis en cas d'accident. Chacun sait que les accidents sont

très nombreux dans les rues de Ndjaména ; la circulation est très mauvaise, les feux rouges sont rares ; de plus les automobilistes ou autres usagers ne respectent pas, en général, le code de la route. Nombreux sont les gens qui circulent sans « permis de conduire ».

Mais c'est la manière de l'imposer, sans délai, et surtout sans consultation qui a choqué, et qui a poussé les motos-taxis à se rebeller.

Derrière cette décision, il y a aussi le souci de faire plaisir aux taximen qui se plaignent tout le temps de la concurrence des taxis-motos dont le succès s'accroît. Ils sont rapides, car ils circulent entre les voitures en cas bouchon ; ils déposent les clients au pas de leur porte en passant par des ruelles étroites des quartiers populaires ; parfois, ils aident leurs clients en portant leurs affaires. Services que ne peuvent rendre les taximen ou autres minicars (qui transportent entre six à douze personnes).

Jusqu'à présent le gouvernement n'a pas réussi à interdire l'exercice des motos-taxis ; à plusieurs reprises il l'a essayé mais a reculé devant leur réaction : ils occupaient les rues, brûlaient des pneus pour empêcher les taximen de circuler ; ils les arrêtaient et faisaient descendre les clients, et les laissaient partir sans payer. Ne pouvant mettre fin à ce travail, il a fini par le régulariser. Les motos-taxis ont créé leur syndicat dans toutes les grandes villes.

Pour le moment la tension entre les motos-taxis et le gouvernement semble retomber; on ne sait pas encore si les autorités vont réussir ou pas à imposer le port du casque. Mais ce que l'on peut constater, c'est que les récentes manifestations dans le pays ont été réprimées dans le sang. A Doba il y a eu des morts parmi

Le gouvernement ne sait qu'utiliser la force au lieu de satisfaire les revendications des

les candidats malheureux au bac qui voulaient le repasser ; à Sarh et à Moundou, travailleurs et étudiants manifestaient pour l'augmentation de salaires et protestaient contre la pénurie du pétrole qui faisait doubler voire tripler le prix à la pompe.

manifestants. C'est un régime dictatorial et sanguinaire ; les travailleurs, les petites gens et les étudiants ont mille fois raison de le contester.

IMMIGRATION

LA SITUATION DES RETRAITÉS DEVIENT RÉVOLTANTE

De nombreux travailleurs immigrés retraités ressortissants du Sénégal, du Mali ou autres, sont en train de faire des démarches auprès des Préfectures pour renouveler leur carte de résident, valable dix ans et qui arrive à expiration. Ils rencontrent bien des difficultés.

Lors du dépôt de demande de renouvellement, on leur donne un rendez-vous dans trois mois en leur fournissant un récépissé à titre provisoire. Jusque-là, cela paraît normal. En se présentant à la date prévue, on leur répond que leur carte n'est pas prête et qu'il faut encore attendre. On leur donne un nouveau rendez-vous avec encore un nouveau récépissé valable trois mois. Et ainsi, de trois mois en trois mois, ils peuvent rester bloqués pendant neuf mois, voire un an et plus. Ce cas se présente surtout à Paris.

Le prétexte que donne la Préfecture, c'est qu'il manque du personnel. On a peine à le croire. Dans tous les cas, il n'y a pas de refus, mais cela se fait au compte-gouttes. Voir ces vieux travailleurs, fatigués par une vie dure menée dans les usines, sur les chantiers ou dans la voirie, contraints de rester ici alors qu'ils ont bien envie de retourner chez eux, c'est révoltant !

Et ce n'est pas tout. Avec une carte de résident valable 10 ans, ils n'ont pas le droit de rester hors de France plus de 3 ans sinon la carte est considérée comme périmée. Le travailleur peut être expulsé à tout moment. Ils sont un certain nombre de travailleurs dans ce cas. Or ce

genre de renseignement n'est jamais fourni par l'administration. Pour cette dernière, *"nul n'est censé ignorer la loi"*.

Depuis 1998, l'administration préfectorale a créé, pour les travailleurs retraités vivant en Afrique, la carte de *"Retraité"*. C'est une carte valable dix ans, également renouvelable. Elle donne droit à la libre circulation entre la France et l'Afrique. Mais on ne doit pas rester plus d'un an sur le territoire français. Et dans ce cas-là, par contre on perd des avantages sociaux, notamment le droit à la Sécurité Sociale. Après avoir vécu plus de trente, quarante ans en France, les retraités ont cotisé à l'Assurance maladie et diverses caisses de prévoyance, et on les prive du droit à la santé. Là encore, *nul n'est censé ignorer la loi*. Mais l'administration se garde bien de le signaler aux intéressés.

Tout laisse à penser que l'État crée régulièrement des lois pour rendre la vie des retraités de plus en plus précaire et malheureusement on les découvre bien tard. Une fois que les capitalistes ont utilisé la force de travail de ces ouvriers, ils ne veulent plus les voir en France ni utiliser tous leurs droits liés au fait d'avoir cotisé à toutes les caisses durant leur existence. On les jette dehors. On ne veut plus les voir.

C'est un système pourri. Il faut absolument le détruire

MADAGASCAR

LES TRAVAILLEURS ET LES CLASSES PAUVRES FACE AU DURCISSEMENT DU REGIME

Le régime actuel ne connaît que le langage de la force, mais malgré cela de plus en plus de travailleurs relèvent le défi. Il y a à peine quelques mois, les salariés, les saisonniers et les métayers exploités par la sucrerie de Morondava, une grande ville située sur la côte ouest, s'étaient battus vaillamment contre leurs exploités.

Dans la foulée à l'échelle nationale les employés du Trésor public se sont mis en grève durablement. Les tenants du régime ont là aussi fait usage de la force et remplacé le directeur général, par un homme encore plus à poigne. Les grévistes n'ont pas dit leur dernier mot et même s'ils ont été manu militari dispersés la veille du week-end, tout laisse supposer que le travail ne reprendra pas lundi 16 mars.

Les employés des services fonciers publics sont eux aussi en grève ainsi que ceux du service du domaine. On peut également citer la lutte des greffiers, que le pouvoir fait lanterner en créant une commission pour étudier leurs doléances.

Il n'y a pas que les employés de l'Etat qui sont en mouvement actuellement. Dans la ville de Mahajanga les conducteurs des bajaj (sortes de poussepousses à moteur), bien que n'étant pas des salariés mais des locataires de ces véhicules, sont en grève à la fois contre leurs propriétaires et contre les pouvoirs publics. Ces derniers mettent trop souvent ces véhicules en fourrière, privant ainsi ces conducteurs de leur gagne pain. Ils sont plus de 1200 dans cette ville. Ce sont les riches propriétaires qui profitent de cette sorte de business.

La saison des pluies arrive à sa fin, mais un nombre inhabituellement élevé de personnes sont sinistrées, d'autres ont péri, emportées par la furie des éléments lors du passage de deux tempêtes tropicales (Chezda et Fundi) lors de cette saison pluvieuse.

Lorsqu'ils existent, les réseaux d'évacuation des eaux usagées sont vétustes

puisqu'ils datent pour une grande part, de l'époque coloniale. Non seulement les pouvoirs publics ne font pas grand'chose pour améliorer la situation, mais au contraire ils pointent du doigt les constructions jugées illicites et utilisent les bulldozers pour raser les habitations construites à flanc de colline ou/et en zone inondable, sans du tout se préoccuper du relogement des personnes. Les responsables politiques relayés par les médias se contentent de faire croire que « *tout le monde est responsable* » ou que c'est la faute aux « *citoyens qui jettent tout dans les caniveaux* ». Les gouvernants et les dirigeants politiques sont du côté des privilégiés et eux ne sont nullement touchés par cette situation désastreuse pour les sinistrés. Ils se contentent de se donner bonne conscience en faisant don de quelques sacs de riz, de légumes secs, de bougies pour s'éclairer, etc... Cette année encore ce n'est essentiellement que grâce à la solidarité familiale ou au bénévolat du voisinage et des proches, que des personnes sinistrées ont réussi à survivre.

L'avidité des classes riches qui vident les caisses de l'Etat se fait au détriment de l'entretien des routes. Celles-ci se dégradent à tel point que leurs propres camions chargés de collecter puis d'acheminer les fruits et légumes produits depuis la région du Vakinankaratra (Antsirabe), vers la capitale Antananarivo, se trouvent englués dans la boue. Ce qui constitue pour eux un manque à gagner en termes de profits.

Dans l'extrême sud du pays la pluviométrie était insuffisante et encore plus faible que les années précédentes. Du fait de la sécheresse, les villageois ont fini par manger les semences et à se débarrasser du cheptel de zébus à très vil prix avant que les bêtes ne meurent, pour survivre. Cela aura pour conséquence une aggravation de la famine. Les autorités se contentent d'annoncer comme chaque année qu'elles ont l'intention de procéder à des forages de puits. Ceux-ci voient rarement le jour. L'eau se vend par bidons de 20 litres et actuellement

son prix est monté en flèche, aux alentours de 1000 ariary (0,3 euro) le contenu de chaque bidon. Beaucoup n'ont pas de revenus, certains meurent de soif.

Les anciens dirigeants qui se sont succédé à la tête de l'Etat font actuellement de la démagogie bon-marché en voulant organiser un téléthon pour collecter de l'argent, des vivres, des couvertures, etc. pour parer au plus pressé. Ils savent que la population est généreuse, ils n'ont même pas honte de profiter de la détresse

des sinistrés pour se faire de la publicité pour eux-mêmes et pour leur formation politique. Mais même ce téléthon est pour le moment interdit par les dirigeants actuels qui veulent sans doute montrer par-là que c'est eux qui commandent.

Eh bien espérons que les luttes des travailleurs et la colère des petites gens s'approfondiront et qu'en même temps leur conscience s'élèvera pour que ces luttes ne soient pas dévoyées à nouveau vers une impasse.

FRANCE

Depuis un certain temps, Hollande et Valls tiennent le devant de la scène. Ils n'arrêtent pas de prendre régulièrement des mesures contre les travailleurs, en particulier avec la loi Macron. Et récemment, ces dirigeants qui se prétendent socialistes mais qui ne sont en réalité que des exécutants de la grande bourgeoisie, prétendent qu'ils sont les seuls à pouvoir lutter contre la montée électorale de l'extrême droite FN. Sur ce sujet nous reproduisons l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière, N° 2432 du 13 mars 2015.

VALLS, CHAMPION... DE LA MONTÉE DU FRONT NATIONAL

« J'ai peur pour mon pays. J'ai peur qu'il se fracasse contre le Front national », « le FN à 30 %, c'est d'une extrême gravité pour notre pays », il est « aux portes du pouvoir », « il peut gagner les présidentielles de 2017 »... », a asséné Valls pour finir par déclarer « il faut à tout prix faire en sorte que le Front national baisse ».

À travers ce morceau qui restera dans les annales politiciennes, Valls veut s'imposer comme LE champion de la lutte contre le FN, comme LE rempart contre le FN.

Au nom de la lutte contre le FN, il faudrait oublier le chômage, faire abstraction des reculs que le gouvernement a imposés à la condition ouvrière, se taire contre ses attaques anti-ouvrières et, comme un seul homme, aller voter pour le Parti socialiste. La ficelle est grosse.

Car, si le FN est aussi haut, à qui la faute ? Pourquoi le FN atteint une telle influence dans les quartiers populaires et dans les villes ouvrières qui jusque-là votaient pour la gauche ? Pourquoi une fraction de l'électorat populaire

rejette-t-elle le PS au point de se jeter dans les bras du FN, le pire ennemi des travailleurs ?

Parce qu'à chaque fois que les socialistes accèdent au pouvoir, qu'ils soient ou pas flanqués des écologistes ou du PC, la même histoire se répète : des promesses électorales, la trahison presque dès le lendemain et une politique anti-ouvrière pendant cinq ans.

La politique de Hollande l'illustre. La loi qui permet de baisser les salaires et d'allonger le temps de travail au nom de la compétitivité, c'est lui. L'allongement de la durée de cotisation retraite, c'est lui. La loi Macron qui continue la casse du code du travail, c'est lui. Et il nous parle encore de supprimer 22 000 postes dans les hôpitaux !

Valls a parlé d'endormissement du pays vis-à-vis du FN. Il confond l'endormissement et le dégoût de sa politique. Les électeurs tentés par le FN n'ont pas tous été pris d'une montée subite de racisme, ils se sentent trahis, déboussolés par ces « socialistes » qui n'en sont plus depuis longtemps.

Dans la réflexion « *il n'y a que lui que l'on n'a pas essayé* » transparait le désespoir de ceux qui ont cru en toutes sortes de charlatans et qui se disent que le dernier sur le marché ne peut pas faire plus de mal que les autres. Eh bien si, le vote FN peut faire plus de mal !

Le Pen se dit « *anti-système* », dans le sens qu'elle est contre le système politique dominé par « l'UMPS » mais elle n'a rien contre l'ordre social capitaliste où une famille bourgeoise peut disposer de la vie de centaines de milliers de travailleurs. Et pour cause, les Le Pen eux-mêmes sont des bourgeois qui ont fait fortune sur le travail d'autres en héritant du groupe de cimenterie Lambert.

À entendre le FN, le chômage, les bas salaires, le manque de logements... tout est de la faute des immigrés. Pas un mot contre les licenciés ou contre les spéculateurs ! Une telle démagogie fait de Le Pen la meilleure défenseuse du patronat.

Le FN est un parti bourgeois comme le sont le PS et l'UMP, mais en pire car la haine de l'étranger sur laquelle il surfe est un poison pour la société et la politique à poigne qu'il annonce contre les immigrés se retournera contre tous les travailleurs.

Alors que les travailleurs ont besoin d'unité pour se défendre des attaques patronales, Le Pen veut les dresser les uns contre les autres

en fonction de leur origine ou de leur religion. Demain, si elle en a le pouvoir, elle livrera les travailleurs les uns après les autres à la férocité patronale.

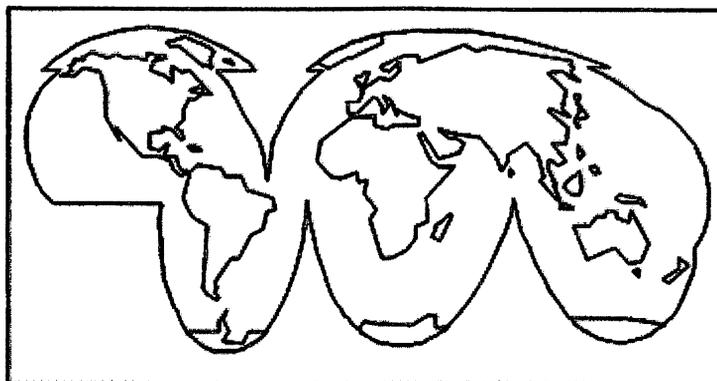
Le FN représente un piège mortel pour la classe ouvrière et il faut le combattre. Mais il faut le faire en combattant aussi ceux qui le fabriquent, c'est-à-dire le PS et la droite.

Les Hollande et Valls, les Sarkozy et Juppé gouvernent au profit d'une minorité de très riches. On ne les a que trop vus au pouvoir. Les travailleurs doivent et peuvent les rejeter en affirmant leurs intérêts de classe, en mettant en avant leur camp et leurs perspectives, celle non seulement de se battre contre l'exploitation quotidienne mais aussi de la supprimer.

Ce ne sont pas les divisions de la gauche qui font le lit du FN. C'est l'abandon par la gauche de l'objectif de renverser le capitalisme. Le FN surfe sur la résignation et l'abattement mais cela aura une fin car, par la force des choses, le patronat ne laissera d'autre choix aux travailleurs que de se battre pour sauver leur peau.

Loin des calculs électoraux, il faut montrer qu'il y a dans la classe ouvrière des femmes et des hommes qui connaissent la seule voie pour s'en sortir : renverser la minorité capitaliste pour l'émancipation de tous les exploités.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.